

"Crise sécuritaire, changement climatique et gestion des conflits environnementaux : quelles réponses locales face aux tensions autour des ressources naturelles à Konna (Mali) ?"

by Jana Publication & Research

Submission date: 23-Aug-2025 12:10PM (UTC+0700)

Submission ID: 2690333011

File name: IJAR-53490.doc (446K)

Word count: 5550

Character count: 33361

**"Crise sécuritaire, changement climatique et gestion des conflits environnementaux :
quelles réponses locales face aux tensions autour des ressources naturelles à Konna
(Mali) ?"**

Résumé

La région de Mopti, au centre du Mali, est confrontée à une double vulnérabilité. D'une part, elle subit une insécurité persistante due à la présence de groupes armés non étatiques et à faible représentativité des autorités de l'État, d'autre part, des pressions climatiques qui compromettent la disponibilité et l'accès équitable aux ressources naturelles. Dans ce contexte, les conflits environnementaux – notamment autour de la terre, de l'eau et des pâturages – se multiplient et menacent la cohésion sociale des communautés locales. Cette étude explore les réponses locales apportées à ces tensions dans une commune rurale de Bandiagara. À partir d'une méthodologie qualitative fondée sur des entretiens, des observations de terrain et l'analyse de documents communautaires, l'article identifie les principaux types de conflits, les acteurs impliqués et les mécanismes de régulation en vigueur. Les résultats montrent une reconfiguration des modes de gouvernance locale, marquée par l'affaiblissement des régulations coutumières, la montée d'initiatives hybrides, mais aussi l'influence parfois ambiguë d'acteurs extérieurs (ONG, groupes armés, élus). L'étude souligne l'importance de renforcer les capacités locales de gestion pacifique des ressources dans une optique de résilience, d'équité sociale et de consolidation de la paix.

Mots-clés : Conflits liés aux ressources naturelles, Changement climatique, Gouvernance locale, Résilience communautaire, Conflit armé, Consolidation de la paix environnementale, Konna

Abstract

The Mopti region in central Mali faces a double vulnerability. On the one hand, it suffers from persistent insecurity due to the presence of armed groups non-state and the low representativeness of state authority, and on the other hand, climatic pressures that compromise the availability and equitable access to natural resources. In this context, environmental conflicts – particularly over land, water and pastures – are increasing and threatening the social cohesion of local communities.

This study explores local responses to these tensions in a rural commune in Bandiagara. Using a qualitative methodology based on interviews, field observations and analysis of community documents, the article identifies the main types of conflicts, the actors involved and the regulatory mechanisms in place. The results show a reconfiguration of local governance modes, marked by the weakening of customary regulations, the rise of hybrid initiatives, but also the sometimes ambiguous influence of external actors (NGOs, armed groups, elected officials). The study highlights the importance of strengthening local capacities for peaceful resource management with a view to resilience, social equity and peacebuilding.

Keywords : Conflicts related to natural resources, Climate change, Local governance, Community resilience, Armed conflict, Environmental peacebuilding, Konna

Introduction

Depuis plus d'une décennie, les régions sahéliennes sont confrontées à une combinaison de crises multidimensionnelles qui bouleversent profondément les modes de vie, la gouvernance locale et les équilibres socio-écologiques. Au cœur de ces mutations, les tensions autour des ressources naturelles – notamment la terre, l'eau et les pâturages – deviennent de plus en plus fréquentes et parfois violentes. La littérature s'accorde sur le fait que les conflits autour des

ressources naturelles (terre, eau, pâturages, forêts) en Afrique subsaharienne ne sont pas des phénomènes nouveaux, mais qu'ils s'inscrivent dans des logiques anciennes de compétition, d'accès et d'exclusion, souvent exacerbées par des inégalités d'ordre social, foncier ou politique (Turner, 2004, pp.863–889 ; Benjaminsen & Ba, 2009, pp.71-81;). Ces tensions prennent généralement la forme de conflits entre groupes sociaux aux pratiques et aux intérêts différenciés, notamment entre agriculteurs et éleveurs, autochtones et migrants, ou encore anciens et jeunes. La délimitation floue des droits coutumiers et l'absence de cadastre participatif renforcent la conflictualité, surtout dans les zones rurales enclavées.

Par ailleurs, le changement climatique agit comme facteur d'amplification.⁵³ Le changement climatique, en particulier dans les zones sahéliennes, se manifeste par une variabilité accrue des précipitations, la réduction des périodes agricoles utiles,⁴¹ la baisse de productivité des sols et la diminution des ressources hydriques (Mortimore, 2005, pp.567-595, IPCC, 2022 p.5;). Ces évolutions contribuent à renforcer la concurrence entre usagers des ressources.

Toutefois, la littérature souligne que le climat n'est pas un facteur de conflit en soi. Ce sont les médiations sociales, institutionnelles et politiques – ou leur absence – qui transforment les tensions écologiques en conflits ouverts (Raleigh & Urdal, 2007, pp. 674-694 ; Benjaminsen et al., 2012, pp.97-111). Ainsi, le climat agit comme un catalyseur, dans des contextes déjà marqués par des déséquilibres structurels.

Le Mali illustre particulièrement bien cette complexité. Tandis que le changement climatique accentue la variabilité pluviométrique, la dégradation des sols et la fragilisation des moyens de subsistance agricoles, le pays fait face, depuis 2012, à une crise sécuritaire grave. Cette crise, initialement localisée au nord, s'est étendue vers le centre du pays, notamment dans la région de Mopti, marquant un recul de la présence étatique (International Crisis Group, 202, P.63). L'effondrement partiel de la gouvernance locale y a transformé³⁶ la gestion des ressources naturelles en enjeu hautement conflictuel, avec des répercussions sur la cohésion sociale et la stabilité des communautés rurales. Les autorités coutumières, historiquement centrales dans la médiation des conflits, perdent parfois leur légitimité ou deviennent des relais de pouvoirs concurrents (Lecocq & Klute, 2019, pp. 139–154).

Face à ces défis, les communautés rurales développent des réponses endogènes, fondées sur des institutions coutumières (chefferies, conseils de sages), des pratiques rituelles, mais aussi des innovations comme les conventions locales ou les comités multi-acteurs de gestion concertée (Cotula et al., 2007 p.50).

Ces dispositifs sont souvent pertinents, flexibles et enracinés dans le tissu social, mais leur efficacité dépend fortement (i) de leur légitimité sociale, (ii) de leur inclusivité (intégration

des femmes, des jeunes, des déplacés), (iii) et de leur capacité à dialoguer avec les institutions étatiques ou les appuis extérieurs.

Toutefois, ils sont aussi exposés à des limites structurelles : absence de cadre juridique reconnu, pressions politiques, financements courts ou ⁵¹manque de coordination entre les niveaux de gouvernance.

Dans cette situation d'instabilité, les conflits liés aux ressources naturelles ne peuvent plus être abordés uniquement comme des litiges d'usage entre agriculteurs, éleveurs ou exploitants forestiers. Ils deviennent les symptômes d'une gouvernance fragmentée, où se superposent normes coutumières, règles administratives affaiblies, interventions d'ONG et parfois arbitrages violents de groupes armés non étatique. ¹²Des lors, il est légitime de se demander : quelles sont les réponses locales à ces conflits environnementaux dans un contexte de double crise sécuritaire et climatique ?

La revue de la littérature ³⁷plaide pour une approche intégrée de la gestion des conflits liés aux ressources naturelles, combinant résilience écologique, gouvernance inclusive et cohésion sociale. Il ne suffit pas de réguler les usages, il faut renforcer les capacités locales, articuler les légitimités multiples et inscrire les mécanismes de gestion dans des dynamiques durables, en tenant compte du contexte sécuritaire. Des auteurs comme Ribot (2004, p.44), Cleaver (2012, p. 219) ou Lund, C. (2006, Pp. 673–684.) soulignent l'importance d'une gouvernance multi-niveaux, ancrée dans la réalité sociale, mais connectée aux processus formels de développement, de justice et de paix.

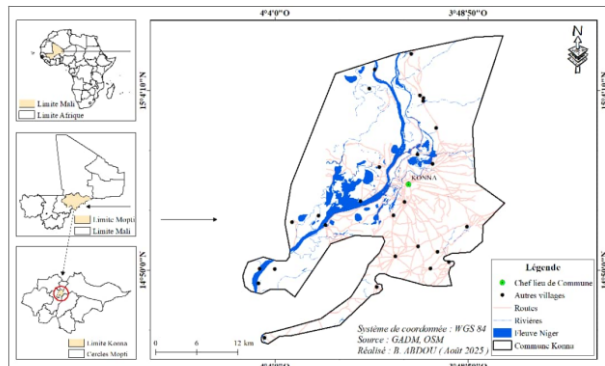
Cet article vise à explorer les mécanismes de régulation communautaire, formels et informels, mis en œuvre dans une commune rurale de Konna pour faire face aux tensions croissantes autour des ressources. L'objectif est d'analyser la capacité de ces réponses locales à contenir les conflits, à maintenir un minimum de cohésion sociale et à préserver la durabilité des ressources naturelles.

³⁰Cette étude s'inscrit dans une démarche de compréhension fine des interactions entre environnement, sécurité et gouvernance, en mobilisant des outils d'analyse qualitatifs centrés sur les pratiques locales. Elle ambitionne également de contribuer aux réflexions opérationnelles sur les approches intégrées de gestion des ressources dans les contextes fragiles, à l'intersection des enjeux de paix, de résilience et de développement rural durable.

1. Matériels et Méthodes

1.1. Présentation de la zone d'étude

L'étude a été réalisée dans la commune rurale de Konna située dans la région de Mopti, au centre du Mali (carte 1).



Carte 1 : Localisation de la zone d'étude

Elle est située entre les 14°30' et 15°50' de latitude Nord ; 4°30' et 3°20' de longitude Ouest. Cette région, appartenant à la zone soudano-sahélienne, est caractérisée par une forte variabilité climatique, une saison des pluies courte (juin à septembre), et une dépendance marquée à l'agriculture pluviale, à l'élevage et à l'exploitation des ressources naturelles (bois, pâturages, eaux de surface). La commune cible est confrontée depuis plusieurs années à une dégradation des ressources naturelles, mais aussi à une insécurité croissante due à la présence de groupes armés non étatiques, à la multiplication des incidents violents et au repli de l'administration étatique. Le territoire étudié illustre de manière aiguë la convergence entre vulnérabilité écologique et crise sécuritaire.

1.2. Méthodologie

L'étude repose sur une approche quantitative et qualitative, inductive et compréhensive, visant à restituer les dynamiques sociales et les réponses locales face aux conflits environnementaux. Cette approche permet de saisir la complexité des interactions entre acteurs, ressources et institutions dans un contexte de fragmentation de l'autorité et de recomposition des normes.

1.2.1. Enquête du terrain

1.2.1.1. Echantillonnage

L'échantillonnage a été raisonné, en tenant compte de la diversité des profils sociaux, des statuts fonciers et des types d'usage des ressources. Le choix des personnes a été fait en collaboration avec des relais communautaires et des leaders locaux, tout en veillant à une

représentation équilibrée des sexes, des générations, et des groupes d'usagers (agriculteurs, éleveurs, exploitants forestiers, déplacés internes, etc.).

1.2.1.2. Collecte de données⁴⁴

La collecte des données a mobilisé plusieurs techniques complémentaires :

- **Entretiens semi-directifs** : 26 entretiens ont été réalisés avec des acteurs clés : chefs de village, chefs de terre, élus locaux, représentants d'organisations communautaires (groupements de femmes, associations de jeunes), agents d'ONG et leaders religieux ;
- **Focus groups** : Quatre groupes de discussion ont été conduits (hommes, femmes, jeunes, éleveurs/agriculteurs), afin de croiser les perceptions sur les conflits et les mécanismes de régulation ;
- **Observation directe** : Certaines séances de médiation ou de réunions communautaires ont été observées, avec prise de notes sur les interactions, les rôles joués par les différents acteurs⁵⁸ et les processus de décision ;
- **Analyse documentaire** : Des documents locaux ont été collectés et analysés : chartes foncières, conventions locales, procès-verbaux de réunions, rapports d'ONG, bulletins humanitaires, etc.

2.3. Analyse des données

Les données qualitatives ont été retranscrites puis traitées par analyse thématique manuelle, à partir de catégories construites autour des grandes dimensions de la recherche : typologie des ressources et des conflits, acteurs, mécanismes de gestion, efficacité perçue, limites des dispositifs. Une triangulation systématique entre sources orales et documents a permis de renforcer la fiabilité de l'analyse. Les éléments observés ont également été codés et interprétés en fonction du contexte local (insécurité, saisonnalité, historique des conflits).

2.4. Limites de l'étude

Plusieurs limites ont affecté cette recherche. D'abord, le contexte sécuritaire volatile a contraint la mobilité sur le terrain, restreignant l'accès à certains hameaux ou zones à risque. Ensuite, la sensibilité du sujet – en particulier concernant le rôle des groupes armés – a entraîné une autocensure de certains interlocuteurs. Enfin, bien que des efforts aient été faits⁴⁶ pour intégrer des perspectives féminines et juvéniles, les rapports de pouvoir internes à la communauté ont limité la parole de certains groupes. Ces limites ont été partiellement atténuées par le recours à des enquêteurs locaux et des partenaires communautaires fiables.

2. Résultats

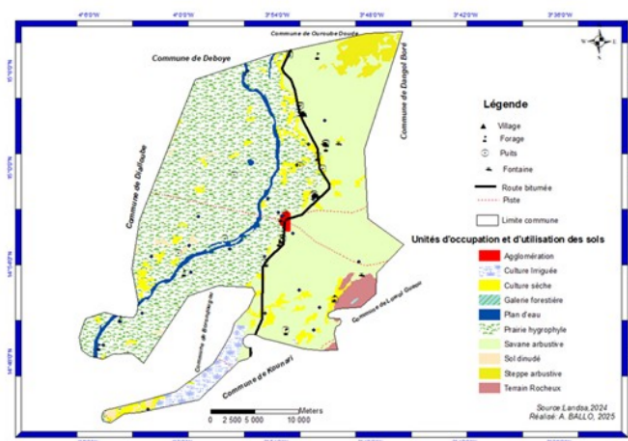
L'analyse des données recueillies dans la commune rurale étudiée fait apparaître une réalité marquée par la multiplication des conflits liés à l'usage des ressources naturelles, dans un

contexte de gouvernance affaiblie et de vulnérabilité climatique croissante. Les résultats présentés ici s'organisent autour de quatre axes principaux : la typologie des conflits, les acteurs impliqués, les mécanismes locaux de régulation, et les limites observées dans leur mise en œuvre.

2.1. Cartographie des ressources naturelles

2.1.1. Unités d'Occupation et d'utilisation des sols

Au vu de la carte 2, dix unités d'occupation et d'utilisation des sols se partagent la commune de Konna.

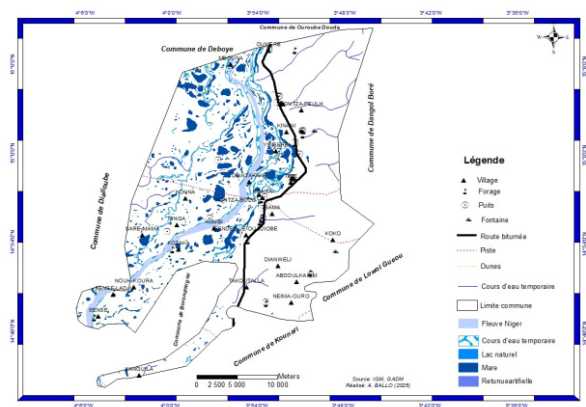


Carte 2 : Occupation et d'utilisation des sols de la commune de Konna

Les deux plus grandes unités sont dans l'ordre la prairie hygrophile et la savane arbustive. Elles occupent presque la totalité de la commune. La zone de cultures sèches, estimée comme la troisième grande unité est dispersée dans la commune. La zone de cultures irriguées et la steppe arbustive viennent en quatrième position de grandeur. La steppe arbustive est située à l'extrême nord-est de la commune. Tandis que le rocher et le plan d'eau occupent la sixième position de grandeur. La zone de sol dénudé occupe la huitième place, dispersée dans la prairie hygrophile. Enfin la zone d'habitation et la galerie forestière se présentent désormais comme les deux plus petites d'unités.

2.1.2. Ressources en eau

La commune est arrosée par le fleuve Niger navigable sur 40 Km dans la commune en toute période (carte 3).



Carte 31 : Ressources en eau de la commune de Konna

La zone inondée deltaïque est située à l'ouest et est constituée d'îles et d'îlots à sol argileux et submersible pendant la crue. Le fleuve est alimenté aussi par les eaux de ruissellement de pluies qui viennent du plateau dogon. Il n'existe pas de données statistiques pour les mares, alors même qu'elles sont en nombre important de par leur importance sur le plan de la pêche et de l'élevage.

2.1.3. Unité sol/végétation (PIRT, 1983)

Selon la classification du projet d'inventaire des ressources terrestres (PIRT, 1983) du Mali, il a été identifié six types d'unités de sol dans la commune de Konna qui sont entre autres : l'unité sol TC1, l'unité sol DA4, l'unité sol X5, l'unité sol TC2, l'unité sol TH6, l'unité sol TH1 et l'unité Tr2.

Toutes les unités identifiées ont des caractéristiques particulières qui sont :

- *Terrains cuirassés, surfaces aplanies à pente douce (TC1)* : Les sols se caractérisent par leur profondeur faible à modérée avec une structure graveleuse. Le drainage est bon à modérément excessif. Les sols sont classés parmi les sols minéraux bruts d'érosion sur cuirasse (lithosols). La végétation ligneuse est dominée par *Pterocarpus lucens* et *Boscia senegalensis*. Les autres espèces ligneuses abondantes sont : *Combretum micranthum*, *Grewia bicolor*, *Giera senegalensis*, *Combretum glutinosum*, *Acacia ataxacantha*, *Boscia angustifolia* et *Boscia salicifolia*. La couche herbacée a elle aussi la même configuration, avec des plaques rares à modérément denses de graminées et herbes annuelles entrecoupées de zones d'érosion dénudées. Elle est dominée par les graminées annuelles composées de *Schoenefeldia gracilis*, *Aristida spp.*, *Zornia glochidiata*.

- *Terrains cuirassés, latéritiques, durs et modérément profonds (TC2)* : Les sols de cette unité se caractérisent par faible profondeur et plus souvent de matières organiques. Les caractéristiques de cette unité sont les minéraux bruts sur cuirasse. Les espèces ligneuses comme *Combretum glutinosum*, *Lannea microcarpa* et *Accacia macroptachia* sont abondantes. Le tapis herbacé est assez divers car aucune espèce n'est dominante. Les espèces comme *Andropogon pseudapricus*, *Diheteropogon hagerupii*, *Loudetia togoensis* se trouvent sur cette unité.

- *Terrains inondés, sols évolués en alluvions (TII)* : Elle occupe le niveau le plus bas du delta. Les sols ont évolué en alluvion de rivière et ont une texture fine ; ils sont très mal drainés. Ils portent une végétation d'herbes aquatiques composées d'*Echinocloa stagnina* et d'*Oryza longistaminata*.

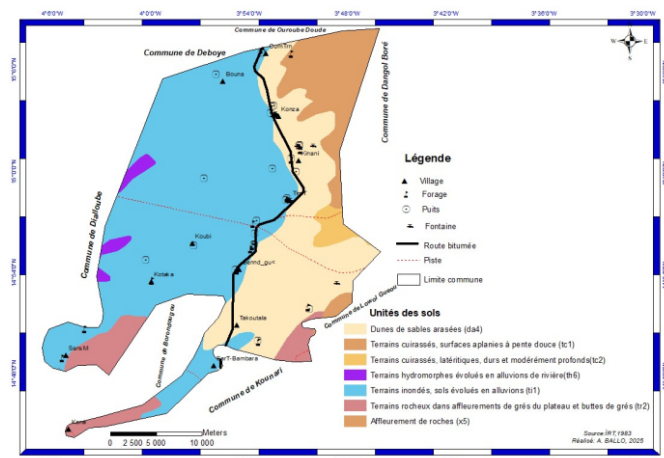
- *Terrains hydromorphes évolués en alluvions de rivière (TH6)* : Les sols qui ont évolué en alluvions de rivière, sont profonds, à texture modérément fine et mal drainés. La végétation est sporadique : parfois, l'unité porte une végétation modérément dense à dense de grands arbustes et de petits arbres, caractérisé par *Diospyros mespiliformis*, *Acacia seyal* et *Balanites aegyptiaca* et par des graminées annuelles (*Panicum laetum*).

- *Dunes de sables arasées modérément stabilisées (DA4)* : L'unité renferme des dunes arasées à pentes douces à inclinées. Les sols sont classés parmi les sols brun-rouges subarides de transition vers les sols ferrugineux. La couche ligneuse est dominée par *Combretum glutinosum* et *Guiera senegalensis*. D'autres espèces modérément abondantes sont *Sclerocarya birrea*, *Balanites aegyptiaca* et *Acacia senegal*. La couche herbacée est dominée par les graminées *Cenchrus biflorus* et *Schoenefeldia gracilis*. Les autres graminées qu'on y trouve aussi sont *Eragrostis tremula* et *Aristida spp.* Les herbes annuelles sont dominées par *Zornia glochidiata* et *Polycarpea linearifolia*.

- *Affleurement de roches solides avec aucun sol ni couverture végétale (X5)* : L'unité occupe des plaines alluviales allant de plates à presque plates dans la zone aride du pays. Elle a évolué en alluvions très fins, sont profonds et se caractérise par une texture très fine, mais sont très aplanie et couvert d'une croûte. On n'a observé aucune végétation, bien qu'une couverture rare de graminées annuelles puisse apparaître après une pluie et puisse permettre un pâturage marginal temporaire.

- *Terrains rocheux dans affleurements de grès du plateau et buttes de grès (TR2)* : De façon générale l'unité Tr2 est en pente, souvent forte, bien qu'elle puisse également occuper de sites à pentes douce. La surface est généralement rocheuse et rocailleuse, et les sols sont gravillonnaires. Elle porte une végétation de gros arbuste notamment *Combretum glutinosum*,

ainsi que des graminées annuelles dominées par *Schoenefeldia gracilis* avec parfois des arbres.



Carte 4 : Ressources en sols de la commune de Konna

2.2. Typologie des conflits liés aux ressources naturelles

Les conflits environnementaux identifiés relèvent majoritairement de litiges autour de l'accès et du contrôle des terres, de l'eau et des pâturages. Trois formes dominantes se dégagent :

- *Conflits agropastoraux* : Opposant principalement agriculteurs sédentaires et éleveurs transhumants ou semi-nomades. Ils sont fréquents en période de soudure (mai-juillet), lorsque les animaux traversent les champs encore non récoltés. Ces tensions sont souvent exacerbées par le raccourcissement de la saison des pluies et la réduction des pâturages disponibles.
- *Conflits autour des points d'eau* : Les mares, puits et sources font l'objet d'usages multiples – domestiques, agricoles, pastoraux – parfois concurrents. En période de sécheresse, ces ressources deviennent des points de crispation, notamment entre communautés voisines ou déplacées.
- *Litiges fonciers intra et intercommunautaires* : L'attribution de terres agricoles ou de zones de culture de décrue donne lieu à des conflits entre familles, lignages ou villages, aggravés par l'absence de cadastre, l'ambiguïté des droits coutumiers et la pression croissante liée à l'arrivée de déplacés.

Certains conflits prennent également une dimension identitaire ou générationnelle, notamment lorsque des jeunes revendiquent l'accès à des espaces accaparés par des anciens ou par des familles influentes.

2.3. Diversité des acteurs et reconfiguration des rapports de pouvoir

La gestion des conflits environnementaux implique une pluralité d'acteurs locaux, dont les rôles et les légitimités sont en recomposition :

Acteurs	Echelle géographique	Compétences	Composition	Statut	Fonctionnalité
Autorités traditionnelles	Existe dans chaque village	Gère les conflits liés à la gestion des ressources naturelles (pâturages, forêts, terres de culture, etc.)	Propriétaires terriens, éleveurs autochtones et transhumants, agricultures autochtones et migrants	Traditionnel	Fonctionne selon les règles coutumières. Utilise les hommes de caste et le cousinage à plaisanterie
Conseil villageois	Existe dans chaque village	Conflits villageois de toute nature	Chef de village et ses conseillers	Traditionnel, officiellement reconnu	Fonctionne selon les règles coutumières. Utilise les hommes de caste et le cousinage à plaisanterie
Commission de veille	Existe dans la plupart des villages	Veille sur les champs contre la divagation des animaux et les sources d'eau ; fixe les dates d'arrêt de la divagation des animaux et les périodes de récolte	Autorités villageoises, Propriétaires terriens, éleveurs autochtones et transhumant, agricultures	Conventionnel	Fonctionne selon des règles conventionnelles
Brigade de veille	Existe dans la plupart des villages	Protection de l'environnement (coupe abusive, feux de brousse, lutte contre l'érosion)	Chasseurs, jeunes	Conventionnel	Fonctionne selon des règles conventionnelles
Commission foncière villageoise (CoFo village)	Mise en place dans tous les villages	Gère les conflits fonciers	Chef de village, chef coutumier, représentant du Conseil villageois, représentant des corporations professionnelles, représentant des jeunes, représentant des femmes	Formalisé (Décret n°2018-0333/P-RM du 04 avril 2018 fixant la composition et les modalités de fonctionnement des commissions foncières villageoises ou de fractions)	Fonctionne selon les textes administratifs
Commission foncière communale (CoFo commune)	Mise en place dans toutes les communes	Procéder à la conciliation des parties à un litige foncier agricole, préalablement à la saisine des juridictions compétentes ; contribuer à l'inventaire des us et coutumes en matière foncière ; participer à l'institution du cadastre au niveau de la CT ;	Sous-Préfet ; Maire ; trois Conseillers communaux ; Chef des services communaux (GR, Agriculture, Elevage) ; Chefs de village ; Président de la	Formalisé (Décret n°09-011/P-RM du 19 janvier 2009 fixant les attributs, la composition et les modalités de fonctionnement des commissions	Fonctionne selon les textes administratifs

		⁹ participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de gestion foncière de la CT ; donner un avis sur toutes les questions foncières dont elles sont saisies	délégation communale de la CRA ; ST ; représentant des jeunes ; représentant des femmes	foncières locales et communales	
Commission communale de réconciliation	Mise en place dans toutes les communes	Apaisement du climat social, promotion du vivre ensemble	Toutes les forces vives	Formalisé. Joue un rôle limité dans la régulation effective des conflits. Leur action est souvent entravée par l'insécurité, les moyens limités, et une faible coordination avec les structures coutumières	Fonctionne selon les textes administratifs
Les ONG	Locales et internationales	Apportent un appui technique et financier à ¹⁵ la mise en place de conventions locales ou à l'organisation de dialogues intercommunautaires	Locaux et d'étrangers	Légal	Fonctionne selon les textes administratifs
Les groupes armés non étatiques	Village, communal et régional	Interviennent indirectement dans certaines zones en imposant des règles d'accès aux ressources ou en arbitrant des litiges, renforçant ainsi leur emprise territoriale	Locaux et d'étrangers	Non reconnus	Fonctionne avec armes

Source : Equipe de recherche, 2025

Cette diversité d'acteurs crée un enchevêtrement normatif et une concurrence de légitimités, compliquant la résolution durable des conflits.

2.4. Mode d'accès et de gestion des ressources naturelles⁵

Il ressort ⁵ des entretiens avec les acteurs clés que les chefs terriens (chefs des unités de production agricoles) sont les principaux détenteurs des terres agricoles. Ils détiennent les terres familiales. Ils sont également ²⁶ les principaux décideurs au niveau local dans le processus d'attribution de la terre aux citoyens. Le principal mode d'acquisition de terre non-familiale est la cession. Le processus d'acquisition se fait sur simple demande verbale au chef de village, au chef traditionnel ou directement à un propriétaire terrien. Ce processus se déroule sur trois mois.

Contrairement aux terres agricoles, les pâturages sont détenus exclusivement par les Djouros et l'accès est payant.

Les mares sont des zones de pêche protégées et personnes ne peut y accéder avant le délai (mai-juin). Les propriétaires des eaux (Djitigou) veillent au respect du calendrier de pêche.

2.5. Mécanismes locaux de gestion des conflits

Plusieurs mécanismes de régulation sont mobilisés par les communautés locales pour prévenir ou gérer les conflits :

- *La médiation coutumière* reste le premier recours dans la majorité des cas. Conduite par les chefs de village ou les anciens, elle repose sur des procédures orales, des rites de réconciliation et une forte pression communautaire. Elle est efficace pour les litiges intracommunautaires, mais montre ses limites face aux conflits intercommunautaires ou politisés.

- ¹⁵ *Les conventions locales de gestion des ressources naturelles*, appuyées par certaines ONG, formalisent des règles partagées (calendrier de la transhumance, itinéraires pastoraux, modalités d'accès à l'eau, espèces protégées, zones de couvertures, sanctions ⁴² en cas de litige). En ce qui concerne les pêcheries, Il faut particulièrement souligner les Plans de gestion des pêcheries dans les villages de Koana, Komio et Sense ; les Règles consensuelles de gestion des plans d'eau de Konna, Komio et Sense ; les Plans de gestion des pêcheries de Kontza-Bozo et les Règles consensuelles de gestion des plans d'eau de Kontza-Bozo. Les conventions ont montré une certaine efficacité, notamment lorsqu'elles sont élaborées de manière participative.

- *Les comités de dialogue intercommunautaire*, créés ponctuellement lors de tensions majeures, facilitent l'expression des griefs, mais leur fonctionnement dépend fortement de l'appui externe et de la confiance entre groupes.

- *Les rituels traditionnels de réparation* (sacrifices, pardon public, échanges symboliques) sont encore mobilisés pour restaurer la paix sociale, en particulier après des conflits violents.

2.6. Limites et tensions dans la mise en œuvre des mécanismes

Plusieurs limites entravent l'efficacité ⁵⁷ des mécanismes de gestion des conflits :

- La faiblesse de l'articulation entre les structures coutumières et les institutions formelles, qui crée des zones d'ombre juridique et alimente les incompréhensions.

- L'absence ou l'usure de la confiance entre groupes sociaux, surtout lorsque des différends anciens ou politisés resurgissent dans les débats actuels.

- La dépendance à l'égard des appuis extérieurs : dans certains cas, les dispositifs s'effondrent lorsque les projets de développement prennent fin. Ce qui pose un problème de durabilité. La plupart des CoFo villageoises et communales ne fonctionnent pas faute de moyens nécessaire et de la mise en place d'un cadre solide pour sa pérennisation.

- L'exclusion de certains groupes sociaux, notamment les femmes, les jeunes et les déplacés internes, limite la légitimité des processus de médiation.

- L'insécurité persistante empêche la tenue de rencontres communautaires, affaiblit les leaders traditionnels et favorise la régulation par la force ou par des logiques d'allégeance.

3. Discussion

³⁹ Les résultats de cette étude mettent en lumière la manière dont les communautés locales de la région de Mopti s'efforcent de réguler les conflits environnementaux dans un contexte de vulnérabilité extrême. Cette discussion vise à analyser ces réponses à l'aune des travaux scientifiques existants, en soulignant les dynamiques de résilience, les recompositions de la gouvernance locale, et les défis persistants en matière de durabilité, d'inclusivité et de sécurité.

3.1. Résilience locale et maintien de la cohésion sociale malgré les crises

Les communautés étudiées manifestent une forte capacité de résilience, entendue ici comme l'aptitude à maintenir un ordre social minimum ¹² face à la dégradation de l'environnement et à l'insécurité croissante. À l'instar de ce qu'ont montré Moritz (2010, pp. 138-148) et Benjaminsen et al. (2012, pp.23-34) dans d'autres contextes sahéliens, les sociétés rurales ne sont pas passives face aux chocs ; elles mobilisent des savoirs endogènes, des mécanismes coutumiers de médiation et des formes hybrides de gouvernance pour préserver la paix sociale.

Cependant, cette résilience est souvent située, conditionnelle et fragile. Elle dépend fortement de la stabilité des équilibres sociaux internes, de la présence de figures de légitimité, et de la possibilité de maintenir des espaces de dialogue malgré l'insécurité. Lorsqu'un ou plusieurs de ces éléments sont compromis, les mécanismes locaux s'effondrent, laissant place à la violence ou à l'arbitrage par des acteurs externes.

3.2. Une gouvernance fragmentée et concurrencée

L'étude confirme l'existence d'une gouvernance fragmentée, où plusieurs systèmes normatifs coexistent et entrent parfois en conflit : droit coutumier, droit étatique, normes introduites par les ONG, et régulations imposées par des groupes armés. Cette pluralité, souvent décrite dans la littérature comme un « pluralisme juridique » (Lund, 2006, pp.673-684; Bierschenk & Olivier de Sardan, 2014, p.3), peut être source de flexibilité, mais elle est aussi à l'origine d'ambiguïtés, de conflits de légitimité, et de manipulation des règles selon les intérêts en présence.

Les institutions coutumières, bien qu'encore influentes, voient leur autorité érodée par l'évolution des rapports de force locaux, la perte de neutralité perçue et le rehaussement des effectifs de groupes de jeunes ou d'acteurs armés non étatiques. Cette transformation oblige à repenser sur la place de la légitimité dans les dispositifs de régulation communautaire.

3.3. L'ambivalence des appuis extérieurs

L'intervention des ONG et des projets de développement a souvent été déterminante dans l'émergence de conventions locales, la création de comités de dialogue ou la formation à la gestion des conflits. Ces actions ont contribué à formaliser certaines règles de coexistence et à renforcer les capacités d'acteurs locaux.

Cependant, cette action externe n'est pas exempte de critiques. Elle tend parfois à imposer des formats standardisés, peu adaptés aux contextes culturels ou aux dynamiques de pouvoir existantes. De plus, la dépendance à des projets à court terme compromet la pérennité des mécanismes mis en place. Ces constats rejoignent ceux de Cleaver (2012, p.219) sur les limites des dispositifs institutionnels « plaqués » sur les réalités locales sans processus d'appropriation.

3.4. Défis pour une gouvernance inclusive et durable

L'analyse a mis en évidence ²⁹ que les groupes marginalisés, notamment les femmes, les jeunes et les déplacés internes, sont souvent exclus des dispositifs de régulation, ou n'y participent que symboliquement. Cette exclusion affaiblit la légitimité des processus et accentue les frustrations. Elle confirme les travaux de Ribot (2004, p.44) sur la nécessité de l'inclusion sociale dans les politiques de gouvernance des ressources.

Par ailleurs, l'insuffisance de coordination entre les niveaux d'autorité (coutumière, communale, technique) limite l'efficacité des dispositifs et alimente les incompréhensions. Cela montre l'importance d'une approche multi-niveaux et multi-acteurs, qui reconnaissent les légitimités multiples tout en favorisant leur articulation autour de principes partagés.

3.5. Vers une approche intégrée des conflits environnementaux

Enfin, cette étude montre que les conflits environnementaux dans des contextes de crise comme celui de Konna ne peuvent être compris ni résolus de manière sectorielle. Ils sont à l'intersection de dynamiques climatiques, sociales, politiques et sécuritaires, et nécessitent donc une approche intégrée. Cela implique :

- d'élargir les politiques de gestion des ressources à des dimensions de paix, de cohésion sociale et de sécurité humaine ;
- de promouvoir des espaces de concertation flexibles, adaptés aux réalités locales et sécuritairement soutenables ;
- de renforcer les capacités locales tout en assurant une coordination institutionnelle verticale et horizontale.

Conclusion

Cette étude menée dans ¹ la commune rurale de Konna dans la région de Mopti (Mali) met en évidence la manière dont les communautés locales s'organisent ⁵⁰ pour faire face à la montée ²³ des conflits liés aux ressources naturelles dans un contexte marqué par une double vulnérabilité sécuritaire et climatique. Les conflits observés – essentiellement autour de la terre, de l'eau et des pâturages – traduisent une pression croissante sur des ressources limitées, aggravée par la dégradation écologique, les déplacements de populations, et l'effritement des mécanismes traditionnels de régulation.

Les réponses locales à ces tensions s'appuient sur un éventail de dispositifs plus ou moins formels : médiations coutumières, conventions locales, comités villageois, ou encore dialogues intercommunautaires soutenus par des ONG. Ces mécanismes, malgré leurs faiblesses, témoignent d'une résilience communautaire certaine, qui permet de préserver un minimum de cohésion sociale et d'éviter l'escalade de certains conflits.

Cependant, cette résilience reste fragile. Elle est confrontée à de multiples limites : concurrence normative, déficit de légitimité de certains acteurs, dépendance à l'appui extérieur, exclusion de groupes sociaux clés (femmes, jeunes, déplacés), et surtout, l'omniprésence de l'insécurité qui réduit les marges d'action des structures locales. De plus, la gouvernance des ressources naturelles reste fragmentée, mal articulée entre échelles (locale, communale, régionale) et sujette à des logiques de pouvoir parfois antagonistes.

Face à cette situation, l'étude recommande ⁵⁹ une approche intégrée et inclusive de la gestion des conflits environnementaux, qui reconnaisse les formes de légitimité locale tout en les articulant avec les dispositifs institutionnels formels. ²⁸ Il s'agit aussi de renforcer les capacités d'analyse, de médiation et de dialogue des acteurs locaux, en assurant la continuité des dispositifs au-delà des cycles de projet.

Enfin, au-delà du cas de Konna, cette recherche ⁶ ouvre la voie à une réflexion plus large sur les liens entre environnement, sécurité et gouvernance dans les zones fragiles du Sahel. Elle appelle à mieux ⁵ intégrer la gestion durable des ressources dans les politiques de stabilisation, de prévention des conflits et d'adaptation au changement climatique. Dans ces territoires en tension, la paix sociale ne pourra être durable que si elle s'ancre dans des formes de gouvernance partagée, juste et écologiquement responsable.

4. Références bibliographiques

Benjaminsen, T. A., & Ba, B. (2009). Farmer–herder conflicts, pastoral marginalisation and corruption: A case study from the inland Niger delta of Mali. *The Geographical Journal*, 175(1), 71–81. <https://doi.org/10.1111/j.1475-4959.2008.00312.x>

Benjaminsen, T. A., Alinon, K., Buhaug, H., & Buseth, J. T. (2012). *Land Use and Climate Change Conflicts in the Sahel*. Journal of Peace Research, 49(1), 23-34

Benjaminsen, T. A., Alinon, K., Buhaug, H., & Buseth, J. T. (2012). Does climate change drive land-use conflicts in the Sahel? Journal of Peace Research, 49(1), 97–111. <https://doi.org/10.1177/0022343311427343>.

Bierschenk, T., & Olivier de Sardan, J.-P. (2014). States at Work: Dynamics of African Bureaucracies. Brill. Leiden, February 2014 ; ISBN: 978900426478, DOI:10.1163/9789004264960

Cleaver, F. (2012). Development through Bricolage: Rethinking Institutions for Natural Resources Management New York: Routledge, 2012. 219 pp. \$39.95 (paperback). ISBN 978-1-84407-869-1. Ken J. Caine Pages 226-230 | Published online: 27 Sep 2013 Cite this article <https://doi.org/10.1080/08941920.2013.821380>

Cotula, L., Toulmin, C., & Hesse, C. (2007). Land tenure and administration in Africa: Lessons of experience and emerging issues. IIED. <https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/migrate/9305IIED.pdf>

International Crisis Group. (2021). Mali : Enrayer la crise au centre du pays. Rapport Afrique n°293. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/293>

IPCC. (2022). Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Cambridge University Press. <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/>

Lecocq, B., & Klute, G. (2019). Tuareg separatism in Mali. In A. de Waal (Ed.), The Real Politics of the Horn of Africa: Money, War and the Business of Power (pp. 139–154). Polity Press.

Lund, C. (2006). Twilight institutions: An introduction. Development and Change, 37(4), 673–684. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2006.00496.x>

Mortimore, M. (2005). Dryland development: Success stories from West Africa. Environment, 47(1), 8–21. <https://doi.org/10.3200/envt.47.1.8-21>

Moritz, M. (2010). Understanding Herder-Farmer Conflicts in West Africa: Outline of a Processual Approach. *Human Organization*, 69(2), 138-148

Raleigh, C., & Urdal, H. (2007). Climate change, environmental degradation and armed conflict. Political Geography, 26(6), 674–694. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2007.06.005>

Ribot, J. C. (2004). Waiting for Democracy: The Politics of Choice in Natural Resource Decentralization. World Resources Institute.

Turner, M. D. (2004). Political ecology and the moral dimensions of “resource conflicts”: The case of farmer–herder conflicts in the Sahel. Political Geography, 23(7), 863–889. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2004.05.009>

"Crise sécuritaire, changement climatique et gestion des conflits environnementaux : quelles réponses locales face aux tensions autour des ressources naturelles à Konna (Mali) ?"

ORIGINALITY REPORT

20%

SIMILARITY INDEX

19%

INTERNET SOURCES

9%

PUBLICATIONS

7%

STUDENT PAPERS

PRIMARY SOURCES

1

documents1.worldbank.org

Internet Source

1%

2

www.humanitarianresponse.info

Internet Source

1%

3

pingpdf.com

Internet Source

1%

4

www.duo.uio.no

Internet Source

1%

5

theses.hal.science

Internet Source

1%

6

journals.openedition.org

Internet Source

1%

7

www.aestq.org

Internet Source

1%

8

www.tandfonline.com

Internet Source

1%

9

thetenurefacility.org

Internet Source

1%

10

etheses.lse.ac.uk

Internet Source

<1%

11

hdl.handle.net

Internet Source

<1%

tel.archives-ouvertes.fr

12	Internet Source	<1 %
13	www.fig.net Internet Source	<1 %
14	www.ipcc.ch Internet Source	<1 %
15	www.foncier-developpement.fr Internet Source	<1 %
16	Submitted to King's College Student Paper	<1 %
17	Submitted to London School of Economics and Political Science Student Paper	<1 %
18	crcr-mali.org Internet Source	<1 %
19	edoc.unibas.ch Internet Source	<1 %
20	portals.wi.wur.nl Internet Source	<1 %
21	pubmed.ncbi.nlm.nih.gov Internet Source	<1 %
22	documents.worldbank.org Internet Source	<1 %
23	www.scribd.com Internet Source	<1 %
24	om.ciheam.org Internet Source	<1 %
25	citation.allacademic.com Internet Source	<1 %
26	www.crs.org Internet Source	

<1 %

27

Submitted to University of Antwerp

Student Paper

<1 %

28

pdfhall.com

Internet Source

<1 %

29

eos.cartercenter.org

Internet Source

<1 %

30

hal.univ-nantes.fr

Internet Source

<1 %

31

inba.info

Internet Source

<1 %

32

m.moam.info

Internet Source

<1 %

33

preview.www.marsh.com

Internet Source

<1 %

34

www.elwatan.com

Internet Source

<1 %

35

www.farmlandgrab.org

Internet Source

<1 %

36

www.ohchr.org

Internet Source

<1 %

37

"Summaries of Articles", Environment and Urbanization, 2017

Publication

<1 %

38

cgspace.cgiar.org

Internet Source

<1 %

39

core.ac.uk

Internet Source

<1 %

40

fr.wikipedia.org

Internet Source

<1 %

41 hal.inrae.fr
Internet Source

<1 %

42 halshs.archives-ouvertes.fr
Internet Source

<1 %

43 response.reliefweb.int
Internet Source

<1 %

44 www.afristat.org
Internet Source

<1 %

45 www.fews.org
Internet Source

<1 %

46 www.jle.com
Internet Source

<1 %

47 www2.agroparistech.fr
Internet Source

<1 %

48 Submitted to Ecole de Management de
Normandie
Student Paper

<1 %

49 Submitted to University of Johannesburg
Student Paper

<1 %

50 agritrop.cirad.fr
Internet Source

<1 %

51 ccre.org
Internet Source

<1 %

52 dicames.online
Internet Source

<1 %

53 docplayer.fr
Internet Source

<1 %

54 jouybari.blogfa.com
Internet Source

<1 %

55 www.agrimaroc.org
Internet Source

<1 %

56 www.crisisgroup.org
Internet Source

<1 %

57 www.exteriores.gob.es
Internet Source

<1 %

58 www.melissa.ens-cachan.fr
Internet Source

<1 %

59 www.un.org
Internet Source

<1 %

60 Edward Newman, Karl DeRouen. "Routledge
Handbook of Civil Wars", Routledge, 2014
Publication

<1 %

Exclude quotes On

Exclude matches Off

Exclude bibliography On